

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 299

LE NUMERO : 2 FF

15 FB - 1 FS

2 nov. au 15 nov. 1979

Pour que la classe ouvrière vive le capitalisme doit périr

Il y a quelques jours, on a pu entendre à la radio le PDG d'Alsthom justifier ainsi le refus d'une augmentation des salaires jugée « excessive ». Si, disait-il aux ouvriers, nous cédon à vos exigences, nos coûts de production seront plus élevés que ceux de nos concurrents. Par conséquent nous aurons moins de commandes, l'entreprise périra et vous serez réduits au chômage.

Leur point de vue, c'est celui qui prétend que les rapports capitalistes de production, le salariat et le marché, sont non seulement « naturels » mais éternels. Alors, effectivement, si les ouvriers parviennent à arracher une part plus grande du produit de leur travail au capital, « de façon que le profit baisse considérablement par rapport au profit dans d'autres [entreprises ou] pays, ou que le capital soit arrêté dans sa croissance, la stagnation et le recul de l'industrie en seraient la conséquence et les ouvriers seraient ruinés ainsi que leurs maîtres ». En d'autres termes, si les rapports entre le capital et le travail salarié étaient éternels, alors effectivement, à la longue les luttes ouvrières « échoueraient impuissantes devant la nécessité des choses ».

Sous une forme ou une autre, les bourgeois et leurs larbins rabâchent aujourd'hui à longueur de journée à la classe ouvrière cet argument classique de l'économie bourgeoise. Ils l'avaient laissé un peu dormir pendant la période d'expansion

de la production et du marché mondial qui a suivi les destructions de la deuxième guerre impérialiste, période au cours de laquelle le capital pouvait concéder quelques miettes aux prolétaires.

La menace et les premières secousses de la crise, l'exaspération de la concurrence entre les entreprises, les secteurs et les nations capitalistes les incitent à le ressortir aujourd'hui, pour justifier les sacrifices que le capital, que chaque unité de production capitaliste, exige des ouvriers qu'il lui faut exploiter toujours plus. Accepte de trimer plus et de recevoir moins; soumets-toi à la « nécessité des choses » capitalistes. Si tu rognes ma part, tu m'étrangles, et tu crèveras avec moi. Voilà ce que dit le bourgeois au prolétaire, et il a raison, dit Marx, mais raison de son point de vue seulement. Et tous ceux qui tiennent le même langage, ceux qui appellent à sauver ou défendre l'usine Un Tel ou l'économie nationale de Notre Pays, montrent par là même qu'ils se placent à ce même point de vue, le

Le raisonnement n'est pas nouveau. En 1847 déjà, dans Travail salarié et capital, Marx relève cette objection qu'économistes et patrons opposent aux « prétentions » de la classe ouvrière. Et, chose surprenante à première vue, il déclare que les bourgeois ont raison. Mais, ajoute-t-il, raison de leur point de vue seulement.

DANS CE NUMERO

- En Afrique australe : Eviter la solution révolutionnaire
- Effervescence dans les DOM-TOM
- L'UCFML et l'immigration
- Sur la nature des revendications partielles

point de vue bourgeois qui postule que le capital et le travail salarié sont éternels.

Mais les bourgeois n'ont raison que de leur point de vue et, en réalité, leur argument se retourne contre eux. Pendant des années, ils ont promis au prolétariat un bien-être croissant et même son « embourgeoisement » comme récompense de sa

(Suite page 2.)

Séguy et consorts : des larbins indispensables

Au printemps dernier déjà, les organisations patronales en France s'inquiétaient de la baisse de la syndicalisation, de la réapparition de mouvements « sauvages », en somme d'un « vide » possible face au risque objectif d'une vague de riposte à l'offensive bourgeoise. Alerte! crie aujourd'hui Séguy dans une longue interview publiée par *Le Figaro* du 25 octobre 79, alors que la CFDT comme la CGT enregistrent désormais officiellement la baisse de la syndicalisation. Que l'on cesse d'accuser la CGT d'irresponsabilité, ou de décourager la syndicalisation par la contre-propagande patronale! Car les travailleurs « se tourneraient alors vers n'importe quels irresponsables, avertit Séguy. Et vous assisteriez en France à tout un tas d'actions sauvages, anarchiques, violentes, aboutissant à une situation dont vous seriez les premiers à pâtir et que vous regretteriez amèrement [c'est aux compères bourgeois qu'il s'adresse]. Nous [lui, nous?] avons tout intérêt à ce que l'autorité du mouvement syndical, et à ce que l'autorité de la première centrale syndicale qui a toujours fait preuve de son sens des responsabilités pas seulement vis-à-vis des travailleurs, mais aussi vis-à-vis des intérêts économiques du pays, et même vis-à-vis de son indépendance économique et politique, cette organisation syndicale là conserve son autorité et continue à jouer son rôle ». A bon entendeur salut, sur le terrain commun des intérêts prioritaires de l'économie nationale, et de la « responsabilité », c'est-à-dire du maintien de la paix sociale.

C'est le terrain sur lequel, en accord avec la CFDT, la CGT s'efforce de maintenir les accords de l'automne dans le consensus social : à Alsthom, par exemple, les ouvriers ne demanderaient selon elles que leur part des bénéfices, dans le respect de la légalité. Et pas question pour les syndicats de pousser à une généralisation réelle de la grève (au

(Suite page 2.)

RÉUNIONS PUBLIQUES

● A ANGERS

Le dimanche 18 novembre, à 14 h 30, Cours Municipaux, Place Saint-Eloi.

● A NANTES

Le samedi 1^{er} novembre, à 20 h 30, Centre social et culturel des Bourderies, rue Saint-Brévin.

★

L'alternative :
la révolution
communiste

Lecteurs, sympathisants,
aidez au développement
international
de la presse du Parti!
Souscrivez!

Le mot d'ordre en Afrique australe

Eviter la solution révolutionnaire

La volte-face du premier ministre britannique, Mme Thatcher, lors de la conférence du Commonwealth qui s'est tenue à Lusaka en septembre dernier sur la question rhodésienne, marque le dernier acte de l'évolution des grandes puissances impérialistes sur ce problème. Celles-ci en effet sont passées d'une politique traditionnelle de soutien au gouvernement raciste de Salisbury, puis au gouvernement de Muzorewa qui lui a succédé, à une attitude plus ouverte à l'égard du Front Patriotique de Nkomo et Mugabe, leur objectif étant de faire participer les diri-

geants du Front à un règlement constitutionnel qui, tout en continuant à sauvegarder les intérêts de la minorité blanche, rende moins grossière la situation actuelle de suprématie absolue des Blancs et permette ainsi — c'est le vœu de tout le monde, Front Patriotique compris — d'éteindre les flammes de la révolte noire.

« Etre plus ouverts » à l'égard des modérés du Front Patriotique pour empêcher la révolution : tel est l'objectif poursuivi déjà depuis un certain temps par Washington et adopté maintenant par Londres.

Depuis le départ des Portugais du Mozambique mais surtout de l'Angola, les Américains se sont vus obligés de suivre une politique plus conforme à la situation nouvelle créée par l'échec de leur tentative de maintien de l'ordre établi dans la partie de l'Afrique australe non encore touchée par la vague anticolonialiste.

En effet, si jusqu'ici la politique de Washington et de Londres avait été d'appuyer les régimes racistes en place, par la suite les dangers conjugués que représentent une escalade dans la guerre raciale en Afrique australe, la radicalisation de la guérilla, le renforcement de l'influence soviétique dans une région vitale pour l'Occident et, à long terme, un effondrement complet de la domination blanche en Afrique du Sud les ont amenés à se rapprocher de façon prudente mais décisive des organisations nationalistes du Zimbabwe-Rhodésie, mais aussi de Nami-

bie et d'Afrique du Sud, auxquelles ils ont reconnu un rôle conservateur dans de futurs « gouvernements majoritaires » noirs. Les canaux essentiels pour arriver à cet objectif ont été et sont les Etats noirs plus ou moins directement concernés par la situation en Afrique australe, à commencer par les Etats dits « de la ligne de front » : Angola, Mozambique, Zambie, Tanzanie et Botswana.

Si l'impérialisme occidental (comme d'ailleurs celui de l'Est) veut assurer une influence plus grande en Afrique australe, ce n'est pas parce qu'il craint un prétendu extrémisme du Front Patriotique. Ce qu'il craint, c'est la situation de fermentation sociale aiguë causée dans cette région par la misère atroce que connaît la population paysanne expropriée par les colonisateurs blancs, et par l'exploitation terrible à laquelle les masses prolétariennes et semi-prolétariennes urbaines sont soumises par le grand capital.

Ce problème social, qui est déjà explosif en soi, est rendu encore plus épineux par le fait qu'il est étroitement lié à un problème politique. En effet l'impérialisme occidental redoute la destruction des deux Etats racistes de la région et leur remplacement par une république — ou une confédération de républiques — noire (cette république serait certes une république bourgeoise, mais elle déblayerait le terrain pour le développement plein et radical de la lutte de classe là où celle-ci est encore masquée et comprimée par l'existence d'antagonismes raciaux d'une extrême violence).

Aucune des organisations nationalistes n'est évidemment en mesure d'apporter une solution conséquente et donc révolutionnaire à ces deux problèmes, le problème social et le problème politique (pour nous marxistes cela n'a rien d'étonnant). Aiguillonnées par les révoltes de Luanda et Soweto et poussées en avant par la répression du régime de Jan Smith, les masses noires ont été amenées à faire valoir leurs propres intérêts et leurs propres revendications sous des formes de plus en plus directes et avec des moyens de plus en plus radicaux, et les organisations de résistance ont dû tenir compte de cette situation beaucoup plus que ne le prévoyaient leurs plans. C'est ici que s'insère l'action modératrice des Etats noirs voisins préoccupés par les menaces de bouleversement de leur ordre social et politique interne. Cette action s'est traduite en 1974

(Suite page 4.)

Effervescence dans les DOM-TOM

L'effervescence sociale s'étend dans les territoires soumis au joug colonial de la France démocratique : après la Nouvelle-Calédonie, voici que la Réunion, la Guadeloupe et la Martinique se mettent à leur tour en mouvement.

La crise du capitalisme entraîne dans ces îles des effets catastrophiques : le chômage atteint des proportions gigantesques (60.000 à la Réunion sur 500.000 habitants). Les effets du cyclone David ont encore aggravé aux Antilles ces conséquences, dévastant les plantations, et privant de leur gagne-pain aussi bien les ouvriers agricoles que les dockers. Touchant successivement tous les secteurs, de nombreuses grèves ont éclaté ces derniers mois pour la défense du salaire et du poste de travail, des ressources pour les chômeurs. La révolte provoquée par cette situation est encore avivée par les vexations raciales et les discriminations coloniales, la politique gouvernementale consistant à favoriser l'installation et l'emploi des métropolitains au détriment des populations autochtones.

Tous les moyens sont bons pour essayer de détourner la révolte : mensonges et simagrées des syndicats, grèves générales proclamées et abandonnées pour des miettes.

Notre entière solidarité va à la révolte des ouvriers et des masses exploitées des DOM-TOM contre l'exploitation capitaliste et l'oppression coloniale !

Séguy et consorts

(Suite de la page 1)

lieu du calendrier des demi-heures de solidarité échelonnées dans chaque usine du groupe... Mais les travailleurs ne l'entendent pas tout à fait de cette oreille : ils demandent les 35 heures sans diminution de salaire, la 5^e semaine de congés payés, 300 F pour tous, que les patrons puissent payer ou pas ; ils occupent à Belfort, à Saint-Ouen, et leurs femmes n'ont pas hésité à envahir les bureaux des directeurs, malgré les cris d'effroi des bonzes locaux...

M. Séguy a raison, la police syndicale peut rendre encore bien des services, mais les mouvements actuels, et ceux qu'ils préparent risquent de lui donner bien du fil à retordre...

Pour que la classe ouvrière vive...

(Suite de la page 1)

soumission. Voilà qu'ils sont obligés d'avouer qu'à long terme ils n'ont à lui offrir que des sacrifices croissants, une exploitation croissante, la misère croissante et l'oppression croissante. Et si le prolétariat a pu se laisser séduire et bercer par le mirage de la « société de consommation », la réalité de la société de non-consommation ne peut manquer de le réveiller.

Et puisque les bourgeois eux-mêmes clament que leur mode de production et leur société ne peuvent fonctionner que si les prolétaires renoncent à satisfaire leurs besoins élémentaires et immédiats, il n'y a qu'une seule réponse possible. Au diable ce mode de production ! Au diable cette société !

Pour les bourgeois, évidemment, il n'existe pas d'autre mode de production ni d'autre forme de société. Et leurs agents au sein du prolétariat sont là pour propager eux aussi ce point de vue. Ce n'est pas pour rien que Staline a désespérément essayé de démontrer que l'économie de marché et le salariat persistent dans le socialisme. Ce n'est pas pour rien que la CGT a éliminé de ses statuts la vieille revendication de l'abolition du salariat ! Ce n'est pas pour rien qu'ils essaient tous de faire peur aux prolétaires, peur non tant devant la bourgeoisie et ses flics que devant leur propre force, en disant : attention, camarades, il faut être « raisonnables », il faut être « responsables », sinon vous allez tout casser !

Eh bien oui, il faut détruire toute cette société pourrie, dont les bourgeois eux-mêmes avouent l'impuissance et la faillite historique. Il faut la détruire de fond en comble, détruire les rapports de production fondés sur le salariat et le marché, détruire tous les rapports sociaux déterminés par ces rapports de production. Le capitalisme reconnaît son impuissance à maîtriser son propre appareil

de production, il avoue son incapacité de satisfaire les besoins élémentaires des hommes ? A bas le capitalisme ! Place au communisme !

On pourrait conclure de ce qui précède que la moindre revendication et la moindre lutte n'ont de sens que si elles se placent dans la perspective de la révolution et du communisme. C'est à la fois vrai et faux. C'est vrai, si on regarde les choses d'un point de vue historique : tant que le capitalisme reste debout, aucune conquête, aucune concession arrachée à la bourgeoisie n'est définitive. Pire, si on ne va pas vers la destruction du capitalisme, elles peuvent toutes se retourner contre nous.

C'est faux, si on veut dire par là que toutes les revendications et toutes les luttes doivent se placer d'emblée dans la perspective révolutionnaire. En réalité, c'est juste l'inverse : la lutte pour le communisme résulte du fait que la lutte des masses pour la satisfaction de leurs besoins immédiats se heurte de plus en plus directement aux exigences de la conservation du capitalisme et les oblige à se dresser de plus en plus frontalement contre l'instrument de cette conservation, l'Etat bourgeois.

Le Parti, armé de sa théorie de l'histoire, le sait et l'indique d'avance, mais c'est seulement à travers leurs luttes, à travers le choc avec les forces qui s'opposent à la satisfaction de leurs besoins brûlants que les masses peuvent sentir la nécessité de la révolution, de la destruction de l'Etat bourgeois, de l'instauration de leur dictature de classe, la nécessité d'abolir par la violence et la terreur révolutionnaires tous les rapports de production capitalistes.

La question n'est donc pas de juger les revendications selon leur « réalisme », leur vertu « intrinsèque » ou leur caractère plus ou moins directement « socialiste ». Ce qui est important, c'est de voir dans quelle mesure elles correspondent effectivement aux besoins de la classe

ouvrière dans telle ou telle situation. Ce qui est important, c'est d'aider les prolétaires à formuler des exigences qui correspondent à leurs besoins réels, de soutenir, de renforcer et d'élargir les luttes pour ces exigences.

En effet, la défense des conditions de vie et de travail en implique une autre qui en dérive, puisque cette défense est une lutte réelle : c'est la défense des conditions de cette lutte elle-même.

Que les objectifs de cette défense-là prennent le pas sur les autres, voici qui a toujours étonné les bourgeois et leurs larbins : comment se fait-il que des ouvriers fassent grève pour le salaire alors que cette forme de lutte elle-même les prive d'une partie de leur salaire ? Comment se fait-il qu'en Russie en 1917 les prolétaires se soient sacrifiés pour défendre un pouvoir qui ne pouvait leur garantir dans l'immédiat que des sacrifices ?

C'est que la lutte qui part des besoins matériels doit se transformer en une lutte plus élevée qui intègre l'autre au lieu de la repousser : celle pour l'union des rangs ouvriers contre la classe capitaliste et son Etat, contre la dénaturation de la lutte, contre les chefs réformistes vendus à l'adversaire.

La tâche des communistes est précisément de favoriser cette transformation, qui est la condition pour que la révolution prolétarienne et la dictature redeviennent une perspective non plus seulement théorique mais prenne corps dans l'action d'une avant-garde prolétarienne organisée par le parti, et que les masses ouvrières se convainquent à travers leur propre expérience non seulement de la nécessité de la révolution et de la dictature, mais surtout de leur possibilité et de leur urgence.

C'est donc en se battant pour leurs propres intérêts contre ceux du capital que les masses ouvrières peuvent « aller vers le socialisme ». Seule cette lutte mérite les sacrifices de la classe ouvrière.

L'UCFML et l'immigration

La politique néfaste d'une secte populiste

Le problème qui se pose, face à l'offensive anti-ouvrière de la bourgeoisie, offensive qui n'a cessé de s'amplifier depuis la crise et qui frappe tout particulièrement les travailleurs immigrés, est celui d'une défense ouvrière qui prépare en même temps les conditions d'une riposte plus large et plus efficace pour les luttes plus dures de demain. Il est celui de la reconstitution de la force de classe du prolétariat, après des décennies de sabotage, de division, de démoralisation, de collaboration des classes perpétrés par les partis réformistes et les directions des syndicats à leur botte. Cette force de classe, elle se forge à travers tous les efforts faits par des groupes d'ouvriers pour se battre sur des revendications et des méthodes tendant à unir leurs rangs face à la bourgeoisie.

Dans leurs efforts pour retrouver cette voie, les prolétaires se heurtent à toutes les forces qui, d'une manière ou d'une autre, s'efforcent de les empêcher de lutter sur leur terrain propre et tentent de combler le fossé qui les sépare de la bourgeoisie et de toutes les autres classes, bref, tendent à ramener leur mouvement en arrière au lieu de le faire progresser. C'est ce que font notamment l'UCFML et son appendice, les Permanences Anti-Expulsions (PAE).

Le but affirmé des Permanences Anti-Expulsions est la lutte contre les expulsions et extraditions, pour la régularisation des sans-papiers, contre les attentats et crimes racistes, pour l'égalité des droits entre Français et immigrés. En ce sens elles reflètent indéniablement un besoin réel : celui d'organisations ouvertes capables d'assumer la défense

des travailleurs immigrés, face à l'abandon total dans lequel ils sont laissés par les syndicats. Mais les méthodes mises en œuvre et les principes qui les guident les rendent en fait complètement stériles pour cette lutte.

Les PAE se proposent de combiner, autour de « chaque cas » d'expulsion ou de régularisation, l'organisation d'une assistance, notamment juridique, et des « mobilisations populaires » visant à répondre « du tac au tac ». Or si le problème de la défense de chacun des travailleurs touchés par la répression de la bourgeoisie se pose, il est sûr que ceux-ci ne sont touchés que dans le cadre d'une attaque qui vise non des individus, mais toute une classe. C'est l'ampleur même de l'attaque ouvrière qui pose le problème de préparer, y compris au travers de la défense des individus qui en sont les victimes, une riposte massive de classe. Du point de vue même de l'efficacité immédiate, sans nier toute utilisation du terrain juridique, c'est le caractère même du statut du travailleur immigré, ouvertement privé de tout « droit », de toute « garantie » légale, même minime, qui pose le problème de se défendre par des méthodes de classe, celles de la force que donne la solidarité ouvrière active. Ceci suppose un travail patient pour briser l'isolement des travailleurs immigrés par rapport à l'ensemble de la classe ouvrière, travail qui s'inscrit dans la perspective de la préparation du front de lutte prolétarien que la classe ouvrière devra un jour opposer au front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme.

C'est dans une toute autre perspective que se situe l'action des PAE. Celles-ci ignorent

apparemment l'existence des classes et de l'oppression de classe. « Est-ce que bientôt dans ce pays on va distinguer deux catégories de personnes ? Celles que l'on peut tuer impunément : les étrangers, les immigrés ; et celles qui ont tous les droits, même celui de tuer, les Français racistes et leurs larbins des colonies ? » (tract des PAE de la région parisienne). La perspective des PAE n'est donc pas de préparer le prolétariat à retrouver la confiance dans ses propres forces, le sens de ses intérêts et de ses méthodes propres, tout en attisant sa haine de classe pour l'oppression ouvrière. Leur perspective est purement interclassiste et démocratique : « Nous pensons qu'aujourd'hui il est temps d'organiser toutes les forces réellement anti-racistes » (Plate-forme des PAE, p. 4) : l'ouvrier aux côtés du petit commerçant, de l'intellectuel et de l'avocat « progressistes », et autres « gens ». « Notre ligne de conduite est de compter principalement sur l'organisation du peuple, sur ses propres forces, tout en cherchant à unir toutes les forces qui sont réellement partie prenante de ce combat » (p. 8).

Quant aux campagnes et crimes racistes, ils sont évidemment pour les PAE non pas l'occasion d'agiter le besoin de l'autodéfense ouvrière et de dénoncer la collusion de l'Etat démocratique avec les bandes parallèles de la bourgeoisie, mais de « mobiliser le peuple à chaque campagne, à chaque crime, afin de repousser (?) les racistes, les encercler, et développer ainsi au sein du peuple des réflexes qui les isolent », et que les PAE résument significativement par le mot d'ordre : « Nous ne tolérerons pas le fascisme ! » (p. 8).

Même le mot d'ordre d'égalité des droits — qui est juste lorsqu'il est avancé comme un moyen d'unir les prolétaires, sans taire que les « droits » du prolétariat sous la dictature du capital ne sont qu'illusoire et que seule la dictature du prolétariat pourra assurer l'égalité pleine et entière des droits à tous les prolétaires dans la mesure même où elle les enlèvera aux classes exploiteuses, — est complètement défiguré et devient un mot d'ordre interclassiste et pétri d'illusions démocratiques : « Nous sommes contre l'existence de deux lois, une loi pour les Français et une loi pour les immigrés », écrit la PAE d'Argenteuil dans un tract. Nous ne voulons pas

d'une société divisée en deux. Nous sommes pour l'égalité des droits entre Français et immigrés, y compris politiques ! Il est intolérable qu'une partie du peuple, les immigrés, n'ait plus de protection civile, de garanties juridiques, et soit soumise à l'arbitraire ! Nous disons : un seul peuple, donc une seule loi pour tous ceux qui résident et qui travaillent en France !

Qui dit « peuple » dit « nation ». C'est du « peuple multinational de France » ou du « prolétariat international de France » (variante qui ne change pas le fond des choses, car le prolétariat, pour l'UCFML, ne se conçoit qu'allié au « peuple », qui l'englobe) que feraient partie les travailleurs immigrés selon l'UCFML. C'est que dans sa vision politique, la révolution (mais aussi la défense de la classe) ne saurait se concevoir que pays par pays, sans « ingérences » réciproques. Il s'agit d'amener le prolétariat immigré à construire le parti des communistes « de France », et à faire la révolution « en France » : la classe ouvrière n'est pas internationale, mais divisée par pays, de même qu'elle est, dans chaque pays, engluée dans le « peuple ».

C'est pourquoi il n'est guère étonnant de voir que ni l'UCFML, ni les PAE n'ont jamais fait campagne contre le contrôle de l'immigration, ni même contre la fermeture des frontières inaugurée en 1974. Il s'agit uniquement, dans la plate-forme des PAE, de faire « régulariser les sans-papiers », de réclamer « l'égalité des droits entre Français et immigrés », mais — à l'instar des partis social-chauvins et des syndicats détestés — les PAE n'ont qu'indifférence pour les prolétaires empêchés d'entrer en France, et se bouchent les yeux sur le fait que l'existence même de « sans-papiers », les contrôles policiers et l'insécurité permanente que subissent les travailleurs immigrés ne sont que des corollaires nécessaires de la fermeture des frontières et du contrôle de l'immigration, qui divisent les travailleurs en « réguliers » et « irréguliers ».

A côté du démocratisation et du nationalisme, une autre caractéristique empêche l'UCFML d'œuvrer à la reconstitution de la force de classe du prolétariat et à son unité : c'est le sectarisme. L'UCFML ne conçoit pas de

Aux populistes d'hier et d'aujourd'hui

« Marx et Engels ont combattu sans merci ceux qui oubliaient la distinction des classes, qui parlaient des producteurs, du peuple, ou des travailleurs en général. Qui connaît tant soit peu les œuvres de Marx et d'Engels ne saurait oublier que partout ils rallient ceux qui parlent des producteurs, du peuple, des travailleurs en général. Il n'y a pas de travailleurs en général, ou de gens travaillant en général, mais il y a, soit un petit patron possédant des moyens de production, dont toute la mentalité et toutes les habitudes sont capitalistes, et ne peuvent être autres, soit l'ouvrier salarié, à la mentalité toute différente, l'ouvrier salarié de la grande industrie, en antagonisme, en contradiction, en lutte contre les capitalistes. »

LENINE, Rapport sur l'unité du Parti au X^e Congrès du PC (b) R, Œuvres, tome 32, p. 262.

(Suite page 4.)

Sur la nature des revendications partielles

A son troisième congrès, en 1921, l'Internationale Communiste rappelait dans ses Thèses sur la tactique : « Toute l'agitation et la propagande, toute l'action du Parti Communiste doivent être pénétrées de ce sentiment que, sur le terrain du capitalisme, aucune amélioration durable de la situation

de la masse du prolétariat n'est possible [...]. Mais ce sentiment ne doit pas nous faire renoncer à combattre pour les revendications vitales actuelles et immédiates du prolétariat, en attendant qu'il soit en état de les défendre par sa dictature » (1).

d'idées, que le parti doit, comme le préconisait l'Internationale, prouver aussi dans les faits que les social-démocrates et les centristes « non seulement n'entendent pas lutter

pour abattre le capitalisme, mais n'entendent pas même lutter pour les besoins les plus élémentaires et les plus urgents de la classe » (8).

Les communistes partent des besoins matériels et politiques de la classe ouvrière

Un an plus tard, dans le *Projet de programme d'action* qu'il présentait pour le IV^e Congrès de l'Internationale, le Parti Communiste d'Italie insistait de la même façon sur « la grande valeur d'objectifs mêmes modestes, mais précis, généraux et familiers à toute la masse, et sur le fait que la réussite d'une campagne générale, d'une grande agitation et d'une lutte d'ensemble du prolétariat qui obligerait l'adversaire sinon à reculer, du moins à arrêter son élan, constituerait une grande victoire, morale et matérielle des travailleurs, non seulement en vue de la préparation de batailles futures à partir de meilleures positions, mais aussi pour obtenir, grâce à cette manifestation de la force du prolétariat, un régime social moins intolérable dans la vie quotidienne » (2). Et, contre toutes les légendes sur le « maximalisme », et l'indifférence à la lutte quotidienne de notre courant, le point 17 du même projet précisait que « les communistes ne proposent pas comme objectif de la lutte [quotidienne] la dictature du prolétariat, mais des formules bien plus immédiates et plus concrètes » (3).

Cela signifiait-il que le parti renonçait à sa physiologie et à ses buts propres, à ses tâches de préparation révolutionnaire, pour se borner à une espèce de « colmatage » purement défensif ? Le parti devait-il se contenter de coller aux revendications partielles qui pouvaient être immédiatement intelligibles pour chaque prolétaire, enfermé dans son entreprise et dans sa catégorie ? Nullement, car les Thèses de l'Internationale expliquaient ensuite qu'il y a dans le choix même des revendications immédiates que le parti reprend ou met en avant, dans la façon de les présenter et la méthode pour les défendre, la possibilité non seulement de conquérir une influence et de se différencier des autres forces politiques, mais aussi et en même temps d'éduquer la classe — sans prendre ce terme dans un sens étroitement intellectuel et pédagogique — dans le sens de son autonomie, de son unité et de son renforcement.

Pour cela, « les Partis communistes doivent émettre des revendications dont la réalisation constitue une nécessité immédiate et urgente pour la classe ouvrière, et ils doivent défendre ces revendications dans la lutte des masses, sans s'inquiéter de savoir si elles sont compatibles ou non avec l'exploitation usuaire de la classe capitaliste.

Les Partis communistes doivent prendre en considération non pas les capacités d'existence et de concurrence de l'industrie capitaliste, non pas la force de résistance des finances capitalistes, MAIS L'ÉTENDUE DE LA MISÈRE QUE LE PROLETARIAT NE PEUT PAS ET NE DOIT PAS SUPPORTER » (4).

C'était, et c'est encore dans la période actuelle, la première condition pour la sélection

des revendications partielles : partir des besoins du prolétariat. D'abord pour apporter un certain soulagement à cette « misère qu'il ne peut pas et ne doit pas supporter » ; et ensuite, dialectiquement, comme l'expliquent encore les Thèses sur la tactique, parce que « dans la mesure où la lutte pour ces revendications embrasse et mobilise des masses de plus en plus grandes, dans la mesure où cette lutte oppose les besoins vitaux des masses aux besoins vitaux de la société capitaliste, la classe ouvrière prendra conscience de cette vérité que si elle veut vivre, le capitalisme doit mourir » (5).

La deuxième condition qui caractérise la manière communiste d'avancer les revendications partielles — nous ne la détaillerons pas ici —, c'est de présenter ces revendications « comme un objectif à atteindre par la lutte et l'action directe des masses », et non « grâce à une action légale basée sur des accords avec d'autres partis politiques, pour des combinaisons parlementaires et gouvernementales » (6).

La troisième indication donnée dans les Thèses sur la tactique est riche, elle aussi, d'enseignements toujours actuels : « En établissant leurs revendications partielles, les partis communistes doivent veiller à ce que ces revendications, ayant leurs attaches dans les besoins des larges masses, ne se bornent pas à entraîner ces masses dans la lutte, mais par elles-mêmes soient de nature à les organiser » (7). Les Thèses insistent particulièrement sur la nécessité d'avancer des revendications qui unifient l'armée des actifs, surexploités, soumis à l'augmentation de la productivité, et l'« armée des sans-travail », dont « les chefs officiels des syndicats se détournent lâchement [...] les considérant simplement comme sujets de la bienfaisance gouvernementale et syndicale, et les caractérisant politiquement comme un lumpen-prolétariat ». En avançant en même temps la réduction de travail pour les actifs, et le maintien du salaire, ou l'indemnité tendant vers le salaire intégral pour les chômeurs, le parti communiste, sans prétendre résoudre ainsi les contradictions capitalistes par quelque mythe que « partage du travail entre tous », favorise sur le terrain local comme à l'échelle nationale et internationale, le combat côte à côte des travailleurs que le capital s'efforce, lui, de dresser les uns contre les autres. De même, la lutte contre toutes les discriminations, en particulier contre les conditions insupportables imposées aux travailleurs immigrés, est un instrument d'unification, parce que l'opposition entretenue par la bourgeoisie entre les travailleurs « nationaux » et étrangers constitue une entrave à leur combat, aussi bien dans chaque entreprise qu'à une échelle plus vaste.

C'est en s'appuyant sur ces exigences immédiates, et non pas la seule polémique

L'opportunisme actuel dans les syndicats et les partis « ouvriers » ne se contente même plus, comme l'opportunisme classique du siècle précédent, de « mettre dans sa poche » les buts historiques sous prétexte d'assurer aux ouvriers des avantages immédiats. Il subordonne l'obtention de ces avantages à la bonne marche de l'économie capitaliste : il met carrément au premier plan les intérêts de la nation et de l'économie nationale, et même, localement, les intérêts de telle ou telle entreprise, pour laquelle il s'offre en gestionnaire zélé, et leur subordonne les intérêts ouvriers. Que l'affaire marche d'abord, que la productivité augmente, et les prolétaires en recueilleront les miettes, pourvu qu'une mauvaise gestion ne détourne pas ces retombées vers des buts improductifs ou... des investissements en l'étranger. Naturellement, là où il tient encore le double langage caractéristique formellement de l'opportunisme, le post-stalinisme doit donc s'évertuer, de plus, à démontrer la compatibilité et l'harmonie naturelles entre les intérêts nationaux bien compris et l'intérêt immédiat des prolétaires. Pour ce faire, il forge, ou reprend dans le vieil arsenal réformiste, des théories ad hoc comme celle de l'accroissement de la consommation intérieure, chère au PCF. Mais la pression accrue

de la bourgeoisie sur les conditions de travail vide ces promesses de répartition des avantages de l'essentiel de leur contenu, même pour des couches anciennement favorisées, et le travail d'équilibriste des partis et syndicats opportunistes devient alors de plus en plus acrobatique. De plus en plus, ils doivent remplacer leurs promesses d'harmonie des intérêts par de francs appels au chauvinisme, à la défense des quelques « privilèges » subsistants contre l'ensemble des ouvriers, à la division de la classe : pas de travail pour les étrangers, fermeture des frontières, arrêt du recrutement des intérimaires et auxiliaires, mises à la retraite anticipées, etc.

L'opportunisme se livre ainsi non seulement à un sabotage de la lutte pour les besoins immédiats, mais à une véritable « contre-éducation » de la classe sur laquelle il garde une influence. Il participe activement à son imprégnation par les illusions, les haines, l'attitude concurrentielle qui sont les plus favorables au maintien de l'ordre bourgeois. Il fait ainsi de la lutte immédiate non une école de guerre des prolétaires contre la bourgeoisie, mais une école de guerre civile permanente menée au sein même de la classe ouvrière.

La surestimation des revendications partielles

Nous avons insisté jusque-là sur la valeur toujours actuelle des indications données par l'Internationale et par la Gauche dans les années 20. Dans ses grandes lignes, ce processus qui conduit le prolétariat de la défense immédiate de ses besoins à l'affrontement plus général contre les causes mêmes de son oppression est aussi une indication permanente. A condition, précisons-le, de ne pas le concevoir comme une pure, simple et irréversible « illumination des consciences » (« C'est la révolution qu'il nous faut ! »), mais comme un processus complexe de radicalisation — avec ses retombées, ses progrès et ses reculs — et de dégageant, au travers de luttes multiformes, d'avant-gardes qui se lient plus étroitement au parti. Mais il y avait aussi dans les indications de l'Internationale et de la Gauche des conditions particulières, déterminées par la période historique, qui restait globalement, en 1921, malgré un premier reflux, celle d'une vague révolutionnaire à l'échelle mondiale, et d'une crise aiguë de la domination capitaliste. Comme le disaient les Thèses sur la Tactique, en insistant justement sur le caractère historique de cette analyse : « La nature révolutionnaire de l'époque actuelle consiste précisément en ceci que les conditions d'existence les plus modestes de la classe ouvrière sont incompatibles avec l'existence de la société capitaliste, et que pour cette raison, la lutte même pour les revendications les plus modestes prend les proportions d'une lutte pour le communisme » (9). L'erreur de Trotsky du *Programme de transition* (10) — erreur érigée en doctrine par ses épigones — a été de croire que la crise peut produire mécaniquement les conditions subjectives de la révolution, d'attribuer aux revendications en elles-mêmes et presque à elles seules des vertus de leviers révolutionnaires. A la limite, il ne s'agirait donc plus que de trouver la recette, la « bonne » revendication, économique, politique, ou politico-économique comme le fameux contrôle ouvrier sur la production, pour déclencher le passage du niveau de la lutte immédiate de défense à l'attaque globale contre les bastions du capitalisme. Cette conception de la revendication-recette dans la période actuelle est doublement erronée. D'abord parce que, même avec la fin de la période de reconstruction d'après-guerre et l'entrée du capitalisme dans un nouveau cycle de crises graves, il n'est pas vrai cependant que la bourgeoisie soit accumulée globalement à une sorte de « loi d'airain » des salaires et des conditions de travail : il lui reste, au moins sur une courte période, une certaine marge de manœuvre.

Ensuite parce que faire du choix du mot d'ordre (tâche certes importante et délicate), le *nec plus ultra* de l'intervention révolutionnaire dans les luttes, c'est prendre l'effet pour la cause, ou plus exactement, prendre pour le moteur ce qui n'est qu'une des phases d'un processus complexe d'actions et de réactions et oublier que ce qui distingue les révolutionnaires des réformistes, ce n'est pas nécessairement et essentiellement les revendications, mais les méthodes employées pour les satisfaire et les effets qui en résultent pour le renforcement de la lutte de classe.

Cette erreur qui caractérise notamment les mouvements trotskystes actuels se présente sous plusieurs formes — qui peuvent

d'ailleurs coexister — : une forme « de gauche », si l'on veut, qui consiste à mettre systématiquement la barre des revendications au-dessus du niveau présumé acceptable par le capitalisme, pour provoquer artificiellement la contradiction de la période révolutionnaire entre exigences des masses et possibilités bourgeoises. Par exemple, il faudrait demander les 30 heures de travail par semaine, mais demander les 35 heures serait réformiste parce qu'acceptable pour certains secteurs capitalistes. Quant à nous, si nous demandons les 35 heures — ou même, s'il le faut, 30 ou 25 heures tout de suite, même si le capitalisme doit, pour des raisons à la fois économiques et politiques, refuser de les accorder, c'est d'abord parce que cela correspond aux besoins physiques et politiques de la classe, et non pas parce que le capitalisme n'est pas en mesure de satisfaire cette revendication.

La version droite de cette erreur, bien représentée dans la LCR, consiste à donner l'illusion que ces prétendues revendications-leviers (comme le contrôle ouvrier) sont réalisables dans les conditions capitalistes, en escamotant le préalable de la prise du pouvoir. Ainsi, le centrisme aboutit exactement à l'effet contraire de celui qu'il prétend rechercher : non pas faire prendre conscience aux masses de la nécessité de la révolution, mais alimenter les mensonges réformistes sur la possibilité d'une conquête graduelle du pouvoir sans heurts de classe violents.

Enfin, cette conception de la revendication-recette s'accompagne d'une vision fautive ou incomplète du rôle du parti dans les luttes immédiates. Car sans l'intervention du parti orientant chaque lutte partielle dans le sens du renforcement de la classe, sans cette intervention « dans le vif de la lutte », comme le disaient encore les Thèses de Rome, et non depuis les hauteurs abritées de la « conscience critique », les meilleures revendications peuvent bien favoriser momentanément les regroupements prolétaires. Elles ne peuvent ni nettoyer le terrain par rapport à l'influence active et multiforme des partis ouvriers-bourgeois et de leurs satellites centristes qui tendent à stériliser ces luttes et ces regroupements, ni assurer la continuité et l'acquisition, même par une minorité, de l'expérience critique vivante par laquelle se reconstitue la conscience de classe, ni à plus forte raison conduire automatiquement à l'assaut révolutionnaire et à la prise du pouvoir.

(1) Thèses sur la tactique, point 5 « Combats et revendications partiels », reprint Maspéro, p. 89.

(2) Projet de programme d'action, point 23, publié dans Programme communiste n° 67, juillet-septembre 1975, p. 67.

(3) Ibid, p. 64.

(4) Thèses sur la tactique, Maspéro, p. 100.

(5) Projet de programme d'action, point 12.

(6) Ibid, point 17.

(7) Thèses..., p. 100 — souligné par nous — NdR.

(8) Le Projet de programme d'action déjà cité développe également ce thème au point 12 (p. 61).

(9) Thèses, p. 99.

(10) Cette question est traitée en détail dans l'article de Programme communiste n° 80, « Les revendications "transitoires" dans la tactique communiste », et dans sa suite, à paraître dans le n° 81, novembre 79.

L'OLP, la messe et la chorale

C'est sur le thème de l'enfance et de la culture que l'OLP a fait sa rentrée politique parisienne de l'année. Au cours du meeting du 14-10-79, les slogans de la « lutte armée de longue haleine » ont cédé la place aux charmes de l'inoffensive innocence de l'enfance, image plus acceptable évidemment pour les bourgeois du monde entier. Il n'y avait aucun stand politique des organisations de la résistance. La seule intervention politique importante fut celle de... Monseigneur Capucci qui, bien plus habitué à la célébration de la grand-messe qu'aux meetings politiques, n'a pu s'empêcher d'en dire une, pleine de démagogie, de mensonges, de fausses émotions et de comédie. Il termina son discours pathétique en remerciant le gouvernement, le président et la France. Ces propos ont heureusement provoqué les sifflements de la salle. Pour ce bourgeois, il ne saurait y avoir d'autre relation entre les ouvriers et le gouvernement que la « patrie », et l'amour des premiers pour le second !

Des enfants palestiniens déguisés pour l'occasion — ressemblant à ceux des contes des mille et une nuits et surtout pas aux enfants des camps, miséreux et aux regards haineux tournés vers l'opresseur — chantaient.

Tout cela n'a rien d'étonnant de la part d'une bourgeoisie qui ne rêve plus que d'avoir

un petit territoire où elle pourra exploiter ses ouvriers à elle, soit directement, soit en les vendant aux autres bourgeoisies de la région.

Ce qui détonnait c'était que le service d'ordre de ce meeting fut essentiellement composé par des ouvriers combattifs. Trompés de A à Z, ces ouvriers confondent les bourgeois qui dirigent l'OLP avec la lutte héroïque des ouvriers et des masses exploitées de Palestine et du Moyen-Orient. Notre devoir est de leur rappeler qu'en soutenant l'OLP, ils soutiennent en fait la force qui stérilise, empêche et même réprime la lutte de leurs camarades au Moyen-Orient. L'OLP a condamné l'été dernier les militants palestiniens qui ont voulu faire pénétrer des armes dans les camps de réfugiés jordaniens. Elle a même promis au régime jordanien qu'elle ferait son possible pour que de tels actes ne se reproduisent plus. L'OLP marche la main dans la main avec Hussein et consorts contre les masses exploitées et la classe ouvrière de la région.

La place naturelle de ces ouvriers qui combattent pour les intérêts de leur classe est d'être aux côtés de ces masses, non aux côtés de ceux qui les trahissent et les trompent : il est temps d'ouvrir les yeux !

Cinq ans de baisse du pouvoir d'achat

Sous le titre *Cinq ans de baisse du pouvoir d'achat*, la revue du PCF *Economie et politique* a publié dans son numéro de mai une étude qui montre l'ampleur de cette baisse pour les travailleurs.

En ce qui concerne l'évolution du Smic, d'après l'indice des prix officiels, son pouvoir d'achat aurait augmenté de 15,9 % de juillet 1974 à juillet 1979. Mais si l'on tient compte de la durée du travail et de l'augmentation des cotisations sociales, les choses sont différentes. Le pouvoir d'achat du *Smic mensuel net* n'a augmenté officiellement que de 2,3 % et, calculé avec l'indice des prix CGT, il a baissé de 9,6 %.

De juillet 1974 à juillet 1979 le pouvoir d'achat du salaire horaire brut moyen des ouvriers a augmenté officiellement de 4,2 %. Mais si l'on tient compte de la baisse de la durée du travail qui a eu lieu pendant cette période, le pouvoir d'achat du salaire mensuel brut a baissé de 3,7 %. Et si l'on tient compte de l'augmentation des cotisations sociales, on s'aperçoit que le *salaire moyen mensuel net* a baissé de 7 % !

Dans cette baisse du pouvoir d'achat du salaire mensuel net des ouvriers, ajoute la revue du PCF avec l'objectivité scientifique qui lui sied, on peut distinguer deux périodes : avant et après le gouvernement Barre installé en octobre 1976. Ainsi « de juillet 1974 à octobre 1976 le pouvoir d'achat du salaire mensuel net a baissé de 2,5 % ; d'octobre 1976 à janvier 1979 il a baissé de 4,6 %, c'est-à-dire plus que dans la période précédente ».

Mais ce n'est pas tout. Le Ministère du Travail, précise encore l'article, calcule un *indice d'évolution appelé des « revenus mensuels nets »* qui tient compte du salaire horaire, de la durée du travail, des cotisations sociales, des impôts sur le revenu, et des allocations familiales. L'évolution du pouvoir d'achat de ces revenus mensuels nets donne une idée plus exacte de l'évolution du pouvoir d'achat des ouvriers selon leur situation familiale que celle obtenue en ne considérant que le salaire net.

De juillet 1974 à janvier 1979, le pouvoir d'achat du célibataire de province a baissé

de 10,2 %, celui de la famille de deux enfants de 9,6 % et celui de la famille de cinq enfants de 7,6 %. Dans la région parisienne, les chiffres sont à peu près les mêmes.

Comme par hasard, là encore on peut distinguer deux périodes. « De juillet 1974 à octobre 1976 : baisse du pouvoir d'achat de 4,7 % pour le célibataire et les familles de 2 enfants, de 2,4 % pour les familles de 5 enfants. D'octobre 1976 à janvier 1979 : baisse pour le célibataire de 5,8 %, de 5,1 % pour les familles de 2 enfants, de 5,3 % pour les familles de 5 enfants. Il y a donc aussi une baisse plus rapide sous le gouvernement Barre ».

Se vantant il y a un an d'avoir « largement contribué à tenir en respect la politique d'austérité du gouvernement et du patronat », Séguy osait affirmer que le pouvoir d'achat avait été « tant bien que mal sauvegardé au cours des trois dernières années, et même accru dans certains cas » (*Le Monde* du 21-10-78). Faisait-il preuve d'ignorance ou de cynisme ?

Eviter la solution révolutionnaire

(Suite de la page 1)

par une demande de convocation d'une conférence institutionnelle qui puisse mettre fin, grâce à des mesures de réforme, aux actions de guérilla. Libérés de prison dans ce but, Nkomo, Sithole et Mugabe acceptent l'idée d'un cessez-le-feu avec le gouvernement de Smith.

Le cadre est dès lors clairement défini : d'un côté les Etats noirs désormais constitués et les différentes formations nationalistes plus ou moins modérées, aux yeux desquelles les masses radicalisées ne sont qu'un instrument pour arriver au pouvoir ; de l'autre côté, ces mêmes masses qui, tout en faisant ingénument confiance à leurs chefs, en ont assez des pourparlers interminables. Ce sont elles en effet qui vont rompre la trêve. Mugabe, qui n'avait pas hésité à négocier en sous-main avec l'ennemi, réussit quand même à capitaliser dans la ZANU la colère des guérilleros obligés de se réfugier au Mozambique. Les autres mouvements nationalistes poursuivent leurs manœuvres et quand, en août 1975, les négociations échouent, le capital international et le capital rhodésien disposent encore d'un interlocuteur, Nkomo, qui en 1976 négocie en secret avec Smith sur la possibilité d'une solution non révolutionnaire du problème.

Après l'échec de cette tentative pour limiter d'une certaine façon les privilèges des Blancs afin de sauvegarder l'essentiel de leur domination, ce sont les Etats-Unis qui prennent le relais. Le Tanzanien Nyerere, président d'un des Etats « de première ligne » s'est félicité à l'époque de ce changement en ces termes : « *En réfléchissant sur l'avenir de l'Afrique j'ai toujours prié Dieu et Washington ; maintenant Washington a répondu à ma prière* » (cité dans *Africa Contemporary Record*, 1976-77, A4). On en arrive ainsi à la tentative de Kissinger d'organiser un gouvernement d'unité nationale grâce à la convocation de la Conférence de Genève (octobre-novembre 76) à laquelle, sous la pression de l'impérialisme et des Etats de première ligne, participent également les

organisations nationalistes. C'est à cette occasion que la ZANU et la ZAPU constituent le Front Patriotique.

L'échec du plan Kissinger entraîne la décision aussi bien des Etats de première ligne que de l'impérialisme occidental d'exercer une pression encore plus forte et plus directe sur le régime rhodésien.

Les Etats noirs, depuis toujours favorables à des solutions diplomatiques, se font à ce moment-là les porte-parole de la légitimité de la « lutte armée » et de la reconnaissance du Front Patriotique par l'Organisation de l'Unité Africaine. Il est urgent pour eux que le foyer de tensions dangereuses que représente le régime raciste de Salisbury soit éliminé, avec bien sûr le minimum de sacrifices pour les Blancs, et que l'on évite ainsi que s'ouvre un processus révolutionnaire incontrôlable. Il s'agit donc pour eux de jouer sur deux tableaux à la fois : mobilisation des partis nationalistes pour la lutte armée, et activité politique et diplomatique intense pour que cette lutte armée ne sorte pas de limites bien précises.

Après Washington et après les principaux Etats de l'OUA, Londres s'est convaincu que le chrome, le tungstène et la paix sociale en Rhodésie valent bien une messe — surtout si cette messe consiste en fait à reprendre sous une autre forme le plan Vance-Owen qui visait à désarmer les forces du Front Patriotique en les faisant entrer dans un futur gouvernement rhodésien « authentiquement » majoritaire. Les puissants intérêts de conservation sociale communs à l'ensemble des forces internationales qui pèsent de façon déterminante sur le destin du pays, et dont l'influence n'est pas combattue par des forces internes conséquentes, même du point de vue du radicalisme bourgeois, expliquent l'accord obtenu à l'unanimité lors de la conférence du Commonwealth qui s'est réunie à Lusaka sous le patronage des Anglais (et, en coulisse, des Américains).

Dans cet accord, « *fidèles au principe d'un authentique pouvoir majoritaire noir pour le peuple du Zimbabwe* », les 39 Etats qui ont participé à la conférence ont reconnu

que le gouvernement Muzorewa « *présente des lacunes (!) sur des points importants* » (1), qu'un règlement définitif sur la base d'un gouvernement majoritaire noir « *doit être le fait de toutes les parties concernées* », et que, pour arriver à ce résultat, il faut procéder à des « *élections libres et honnêtes, sous le contrôle [naturellement libre et honnête] du gouvernement britannique et en présence d'observateurs du Commonwealth* ».

Enfin, la Conférence se prononçait pour la tenue à Londres d'une conférence constitutionnelle — actuellement en cours — à laquelle participeraient « *toutes les parties concernées* » et dont l'objet était — et est — l'élaboration par le gouvernement britannique d'un projet de Constitution conforme naturellement à l'orthodoxie démocratique. Mais surtout — et c'est là le nœud de la question — la conférence de Lusaka déclarait qu'« *une des principales conditions pour la constitution d'un gouvernement définitif au Zimbabwe est l'arrêt des hostilités et la fin de l'application des sanctions* ». Le premier point représente le couronnement de l'œuvre entreprise pour faire rentrer dans l'ordre pacifique et légal les forces de guérilla ; le second va dans le sens de la normalisation des échanges commerciaux et des rapports politiques entre le Zimbabwe et l'impérialisme.

Ce plan, l'ordre établi s'efforce de le mettre en place. Reste à voir comment réagiront à l'intérieur et à l'extérieur du Front Patriotique les masses paysannes et prolétariennes trahies. Mais étant donné l'énorme poids de l'impérialisme sur la région et la terrible *disproportion des forces*, ces réactions peuvent-elles suffire à contrer ce plan et ouvrir la voie à une radicalisation politique sans l'appui de la classe ouvrière des pays impérialistes actifs dans la région ?

(1) Rappelons que dans le gouvernement « noir » de Muzorewa issu des élections « libres » d'avril 1979, la minorité blanche continue à contrôler la police, la justice, l'armée et l'administration, c'est-à-dire, comme on le voit, l'essentiel.

L'UCFML et l'immigration

(Suite de la page 2)

travail dans une organisation immédiate qui ne soit pas d'emblée sous sa direction. C'est ainsi qu'elle appelle les ouvriers à désertier les syndicats pour les remplacer par les « *Comités Populaires Anticapitalistes* ». C'est ainsi qu'elle n'a pas appelé au Rassemblement du 29 septembre à Garges, parce qu'elle n'avait pas été admise (en tant qu'organisation politique) à faire partie du Collectif qui l'a organisé. C'est ainsi également qu'elle n'a jamais investi beaucoup de forces dans les Comités de soutien aux Foyers (et ses généflexions, à longueur de colonne, devant la Coordination n'y changent rien), préférant envoyer ses sympathisants dans les organisa-

tions créées et dirigées par elle : PAE et CPAC. C'est ainsi, enfin, que ses militants présents dans les Comités de soutien ont toujours renâclé devant le travail de popularisation de la lutte en direction des usines, prétextant le risque d'une récupération de la part des syndicats, mais en réalité pour des raisons de « *chasse gardée* ».

Le fond de la question est l'incompréhension de la nécessité d'organisations de classe *ouvertes*, la confusion entre organisation immédiate et organisation politique. C'est ainsi que les PAE, avec leur plate-forme anticapitaliste et antifasciste en général sont bel et bien *fermées* sur des préalables politiques aux ouvriers et militants qui pensent que la démocratie n'est qu'une forme de la dictature du capital à l'égal du fascisme, que le « *peuple* » n'est qu'une mystification, — sans compter qu'elles ne se situent pas sur des bases de classe.

L'incompréhension des nécessités de la lutte de classe et du rôle que les révolutionnaires ont à y jouer est telle qu'elle aboutit à une véritable caricature : l'UCFML en arrive dans sa propagande à s'attribuer le mérite de toutes les initiatives prises dans le domaine de l'immigration par des noyaux ouvriers ou des organisations de lutte. C'est ainsi que

dans un tract d'appel à sa réunion-débat du 21-7-79 (ainsi que dans le n° 37 du *Marxiste-Léniniste*), l'UCFML avait le culot d'affirmer avoir « *contribué à la création du Comité de Coordination et [à] sa plate-forme* » — alors même qu'en été 76, au moment où la lutte était le plus affaiblie par la répression, elle avait été jusqu'à essayer de créer un Comité de Coordination parallèle avec des délégués influencés par elle. Dans le même tract, elle affirmait avoir contribué à la lutte contre l'expulsion d'Arfaoui Béchir — alors que si l'UCFML participait bien au cartel qui phagocytait la lutte, elle ne participait nullement au Comité qui la menait : un de ses militants y mit une seule fois les pieds, pour s'en voir immédiatement chassé par les ouvriers, auxquels il prétendait interdire d'avoir des associations par nationalités.

Les exemples à citer seraient multiples. Une telle politique manœuvrière et de *boutique*, qui s'accompagne d'ailleurs d'un activisme forcené, mais toujours dans un but de publicité et de recrutement à tout prix, amène et amènera toujours plus l'UCFML à se heurter aux dirigeants naturels qui se dégagent des luttes, mais elle peut aussi alimenter chez les ouvriers combattifs des réactions d'hostilité à tout parti et à toute politique. C'est aussi pourquoi elle est particulièrement néfaste.

Presse internationale

Voici le sommaire du n° 6 (oct. 79) de el-oumami

EN LANGUE FRANÇAISE

— Lutte de classe intransigeante contre l'offensive capitaliste !

Immigration :

— Combattre réellement le racisme, Communiqué du Parti au rassemblement de Garges, notes.

Maghreb :

— Algérie : une rentrée sous le signe de la matraque.

— L'autogestion en Algérie, les procès en Tunisie, l'esclavage des enfants au Maroc, le Sahara.

Théorie :

— La question des libertés politiques.

Politique :

— A propos de la « Constituante ».

Faux socialismes :

— 20 millions de chômeurs en Chine, L'inflation à l'Est.

EN LANGUE ARABE

— L'immigration dans la tradition du communisme.

— Nicaragua : le sandinisme et les trotskystes.

— La classe ouvrière et les minorités opprimées.

— Le besoin de la solidarité prolétarienne de classe avec les victimes de la répression bourgeoise.

*

il programma comunista

*

Kommunistisches Programm

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, soit le 12 novembre et le 10 décembre, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, les 3 et 17 novembre, 1^{er} et 15 décembre, etc.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

• A Caen : vente au marché Saint-Pierre, de 10 h 30 à 12 h, le 1^{er} et le 3^e dimanche du mois, soit les 4 et 18 novembre, 2 et 16 décembre, etc.

• A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 4 et 18 novembre, 2 et 16 décembre, etc.

• Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 4 et 18 novembre, 2 et 16 décembre, etc.

• A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 4 et 18 novembre, 2 et 16 décembre, etc.

• A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 4 novembre, 2 décembre, etc.

• A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 4^e samedi du mois, soit les 10 et 24 novembre, 8 et 22 décembre, etc.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 18 novembre, 16 décembre, etc.

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 4 et 18 novembre, les 2 et 16 décembre, etc.

• A Valence : dimanche tous les quinze jours, de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 4 et 18 novembre, 2 décembre (exceptionnellement il n'y aurait pas de permanence le 16 décembre), etc. cembre), etc.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE

POUR LA SUISSE

Editions Programme

32, rue du Pré-du-Marché

1004 LAUSANNE

directeur-gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »

232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission paritaire de presse : 52926

SOUSCRIPTION PERMANENTE LISTE N° 3

Angers : 169 ; Bordeaux : 1.303 ; Lille : 56 ; Lyon : 169 ; Aix : 5 ; X : 11 ; Valence : 200 ; Paris : 3.650 ; Cechino : 30 ; Barbiere : 10 ; Philippe : 5.000 ; Pour la presse internationale : 3.000 ; Pour la traduction de la STORIA : 52,50 ; Un lecteur : 92.

TOTAL 13.747,50

TOTAL PRECEDENT .. 15.026,00

TOTAL GENERAL 28.773,50